

# Le Communiste

Organe Central du Parti Communiste Internationaliste  
BOLCHEVIK-LÉNINISTE POUR LA CONSTRUCTION DE LA  
IV<sup>e</sup> Internationale

## Six mois de Front populaire :

la misère s'étend,  
le fascisme se renforce,  
la guerre menace plus que jamais.

## Pour que ça change :

Conseils armés des ouvriers,  
paysans et soldats !  
Contrôle ouvrier et paysan !

Contre l'union sacrée qui se prépare...

## La Crise du Front Populaire ne doit pas aboutir au Front Français

La lutte révolutionnaire peut seule barrer la route à la guerre

Français, unissez-vous ! C'est le mot d'ordre de Blum, de Thorez, de Kerillis. Dans l'important débat de politique extérieure, à la Chambre, le danger de guerre a été souligné par tous les orateurs. Certains supputaient même combien de mois pouvaient rester avant la terrible échéance. Et tous les serviteurs de l'impérialisme français de serrer les rangs et d'appeler les masses travailleuses de ce pays à la défense de la patrie menacée, c'est-à-dire des coffres-forts capitalistes.

Pas une voix dissonante. Qui plus est, on n'observe plus d'opposition contre la politique d'entente avec l'U.R.S.S.

Le rôle de la Chambre, l'absorption des stalinistes, est-ce une amorce de rupture du Front populaire ? Oui, mais dans la voie du remplacement par le Front français.

Soyez fermes, demandait Thorez. Et Blum lui répondait :

Mais je ne suis toujours souvenu du mot d'un homme d'Etat : « Je n'ai jamais adressé d'ultimatum, disait-il, sous être prêt à l'appuyer par le canon. »

Et il précise que c'est dans les meilleures conditions pour l'impérialisme français qu'il agit :

Mais si, malgré tout, ce danger devait jamais se rapprocher de trop près, il y a, du moins, un devoir suprême, qui pèserait sur nous. Responsables du salut de ce pays, tant que la direction de ses affaires est remise entre nos mains, notre devoir serait de veiller à ce que cette occasion terrible ne se présente pas dans des conditions où la France précéderait le monde entier à l'isolement, ou nous ne trouverions pas l'Europe incertaine, ou plus qu'incertaine, et où nous ne trouverions pas la France divisée.

Taittinger, Ybarnegaray répliquent : en cas de guerre, nous serions unanimes derrière un gouvernement de Front populaire.

L'opération de l'union sacrée commencée il y a un an, le 6 décembre 1935, par la fameuse « réconciliation française » se poursuit de manière accélérée.

Tout cela se fait au nom de la paix.

La paix, Lénine nous a enseigné comment on luttait pour elle : toute lutte pour la paix, c'était, dans son action révolutionnaire, n'est qu'une phase creuse et mensongère.

La lutte pour la paix, c'est d'abord la lutte contre l'arbitrage obligatoire, c'est la défense du droit de grève. C'est la lutte contre la nouvelle loi scélérate sur la presse. C'est la lutte contre les bandes fascistes. C'est la lutte contre les exercices de défense passive. C'est l'action parmi les travailleurs des colonies. C'est la propagande révolutionnaire dans l'armée. La lutte pour la paix, c'est tout ce qui affaiblit notre ennemi : l'impérialisme français.

La classe ouvrière est inquiète. Le Front populaire n'a pas comblé ses espérances. Mais que faire, comment faire ?

Ne pas écouter ceux qui freinent, qui concilient la temporisation, pour qui, être digne, c'est savoir capituler. Il faut s'organiser à la base pour l'action. Par entreprises, par communes, par cantons. Constituer ainsi les Conseils de travailleurs. Et les grouper, les rassembler entre eux pour examiner les actions à mener contre le capitalisme français.

Pour dresser la classe ouvrière

## CONTRE L'ARBITRAGE OBLIGATOIRE

Les Employés du Havre montrent la voie

Dans notre courrier, nous avons reçu du Syndicat des Employés et Employées de Bureau (C. G. T.) du Havre et des environs, cercle Franklin, cours de la République, au Havre, la résolution dont nous publions le texte ci-joint.

Les employés du Havre dénoncent l'arbitrage obligatoire comme une mesure anti-ouvrière, invoquant l'expérience ouvrière de autres pays, en premier lieu celui de l'Espagne.

Les employés du Havre ne sont pas seuls, dans la C. G. T., à être contre l'arbitrage obligatoire ; ils ne doivent pas être seuls à le dire. En donnant la meilleure place à cette résolution, nous invitons tous nos camarades, tous nos lec-

teurs à la faire connaître et à la faire voter dans les ateliers, dans les syndicats.

Les ouvriers qui, en juin et juillet, ont occupé les usines, qui n'ont pas fait confiance à un « arbitre » quel qu'il soit, qui ne peu-

vent se fier que dans leur propre force manifesteront, autour de la résolution des Employés du Havre, leur opposition à l'étouffement du droit de grève.

Nous ajouterons un mot. On parle partout de la lutte contre la guerre. On parle d'autant plus qu'on la prépare davantage. L'arbitrage obligatoire est une mesure de préparation à la guerre, à l'union sacrée. Lutter contre cette mesure, c'est en réalité lutter contre la guerre.

Nous demandons à tous de nous informer des résultats qu'ils auront obtenus en présentant la motion des Employés du Havre.

Les membres du Conseil syndical des employés de bureau, réunis en séance ordinaire le vendredi 4 décembre, après examen du projet de loi actuellement en discussion sur l'arbitrage obligatoire,

Après avoir reconnu les effets de l'arbitrage obligatoire dans différents pays,

Constatent : Que l'expérience fut déjà réalisée en Espagne, sous le gouvernement de Largo Caballero, au détriment de la classe ouvrière ;

Que cette mesure est appliquée dans différents pays où elle a servi qu'à restreindre les droits syndicaux et de grève.

Considèrent qu'elle aurait en France pour résultat de rendre illégaux la plupart des grèves et amènerait l'arrestation des militants syndicalistes ou au moins des poursuites contre eux et qu'elle serait un atteinte intolérable au droit de grève et aux libertés syndicales arrachées au prix de nombreuses luttes.

Réclament du gouvernement et des pouvoirs publics l'ajournement « sine die » de cette mesure.

Exigent des directions fédérales et confédérales qu'elles maintiennent l'unité d'action nécessaire, jusques et y compris la grève générale pour que cette loi ne soit pas votée.

La guerre impérialiste se fraye son chemin

## Pour écraser Franco il faut des Soviets en Espagne

Comment les travailleurs de France peuvent aider la révolution espagnole

La guerre européenne se déroule ici, et nous y sommes plongés en entier. CABALLERO. (Discours aux Cortès, Déc. 1936.)

Aucun des représentants syndicalistes, anarchistes, communistes ou socialistes, participant au gouvernement que préside Caballero, n'a protesté à la suite de ces propos. L'accord tacite des représentants des formations ouvrières se produit sur ce fait indéniable : l'Espagne devient peu à peu l'abîme de fixation d'une guerre impérialiste.

La constatation de ce fait ne devrait pas impliquer pour les représentants de la classe opprimés les mêmes conclusions que celles des bourgeois démocrates ; sinon les masses travailleuses d'Espagne plus, seront à l'union sacrée avec leur bourgeoisie libérale, abandonneront la lutte pour leur libération de classe et ne seront plus que quelques bataillons d'une « armée nouvelle » au service des regroupements impérialistes nouveaux.

Dans une nouvelle guerre impérialiste dont l'Espagne serait le prétexte, il ne saurait s'agir pour le prolétariat d'une guerre révolutionnaire, d'une guerre progressive, cette guerre n'aurait pour le prolétariat d'Espagne un caractère révolutionnaire qu'à condition qu'il se soit libéré de la bourgeoisie et combatte pour ses conquêtes, son Etat prolétarien.

Ainsi, vingt-deux ans après la « grande guerre », les masses travailleuses du monde seraient précipitées dans une bouillie mondiale caennée dans une guerre révolutionnaire ! L'impérialisme anglais ne combattrait pas pour la route de ses colonies mais pour l'Espagne libre et la Démocratie.

La France forte ne songerait pas à son hégémonie en Europe, mais à l'Espagne opprimée.

Il aurait suffi d'une sédition militaire, genèse d'une guerre mondiale, pour que la nature des guerres et des classes soit modifiée !

Le fait est incontestable, la guerre rode en Espagne, les impérialismes ne s'estiment pas assez prêts, mais ils y sont précipités... Ce n'est pas une raison pour tolérer la démocratie bourgeoise en Espagne, ce n'est pas une raison pour l'union des Français ici, c'est une raison pour intensifier en Espagne et en France la lutte de classe, pour abattre le capitalisme.

Instituer les Soviets en Espagne contre Caballero, ce serait livrer Franco, lui ouvrir le front ? Non ! Il faut aller plus loin, car les décrets de l'Etat bourgeois parlementaire pèsent sur la lutte des masses contre Franco, la freinent, la privent de sa capacité offensive, tant sur le plan économique que sur les plans politique et militaire. Le commandement unique est contrarié par les contradictions entre les objectifs de classe, la mobilisation économique également. La réserve inépuisable de puissance que constitue l'élan révolutionnaire est larie, la désagrégation des rangs de Franco est empêchée par un gouvernement de coalition qui préfère que le Maroc soit à Franco qu'aux Marocains !

Les canons, les avions, héroïque combat des prolétaires sur le front d'Espagne, toute cette force ne sert la paix que si elle est mise au service de la classe dont la victoire supprime la cause des guerres : le régime capitaliste !

Il faut des canons, des avions, mais il faut une politique de classe. Les masses ouvrières et paysannes d'Espagne doivent, dans le combat contre Franco, reprendre leur indépendance, créer l'organisation du pouvoir prolétarien : les Soviets, balayer l'Etat bourgeois qui ne s'en est tiré en Espagne que par la complicité des partis du Front Populaire.

L'appui des masses ouvrières et paysannes de France doit également avoir un caractère de classe : boycott direct des fournitures aux rebelles ! Fournitures directes aux milices !

Plus le danger de guerre est menaçant, plus il faut intensifier la lutte de classe ! Pas de réconciliation ! Pas d'union ! L'ennemi est dans notre propre pays !

Les gouvernements de France et d'Angleterre tentent de donner un coup de frein sur la pente de la guerre, en proposant une nouvelle combinaison aux autres puissances. Des propositions de cet ordre ne peuvent rien donner en fin de compte : chacun est généralement prêt à accepter l'ensemble et ergote sur chaque point d'application. Sur la pente de la guerre, il n'y a qu'un moyen de s'en tirer : la lutte de classes, la guerre civile pour le pouvoir des ouvriers et des paysans.



— On a déjà entendu ça quelque part, vieux frère !

## COUP D'ŒIL sur les Halles Centrales

Nous avons dénoncé le premier facteur de la vie chère : l'Etat lui-même. Passons au second, les Halles Centrales, que la loi représente comme le « marché national » - type sur la base d'un seul établissement les cours des denrées dans l'ensemble du pays.

Des chiffres ont déjà été cités, sans provoquer de démenti. Un marcheur du Midi, sur 100 francs de marchandises vendues à la consommation, n'aurait reçu que... 16 fr. 50. Dans le meilleur des cas, un producteur de pêches toucherait 48 % de leur prix, 40 % seulement s'il s'agit de raisin et 11 % si nous passons aux tomates. Nous connaissons personnellement des petits propriétaires de la région lyonnaise qui expédieraient occasionnellement aux Halles un chargement de fruits d'hiver et reçurent du mandataire... une note de frais à acquitter.

Le producteur, indubitablement, est lésé. Mais la ménagère qui a fait son marché et a ouvert l'œil ne l'est pas moins, malgré ses qualités et son savoir-faire. Quelle que soit en effet la nature des achats qu'elle effectue, le seul critère dont elle dispose est le tableau officiel des « cours moyens » inscrits, après la clôture des ventes, au commissariat spécial des Halles et reproduits plus ou moins complètement dans son journal quotidien. Or, ces cotations sont faussées par avance, parce qu'elles comprennent, pour chaque denrée, et sa valeur intrinsèque, et les innombrables frais dont elle est grevée. Les « cours moyens officiels » de la Préfecture de police ont une valeur d'indication dans les cours NET des produits et la liste détaillée des frais grevant ces produits.

S'il s'agit de la ménagère habitant la grande banlieue, ou du travailleur obligé à prendre son repas dans un village quelconque de la Seine-et-Oise, l'une et l'autre pourront constater que, dans ce qu'ils appellent la campagne, le coût de la vie est plus élevé qu'à Paris. Le commerçant en effet s'approvisionne aux Halles et majora le prix d'achat des frais supplémentaires de transports et d'octroi ; le producteur, lorsqu'il consent à vendre directement au consommateur, établit son prix conformément au cours des Halles dans le meilleur des cas, et le plus souvent prend pour base le prix du commerce local qui, nous venons de l'indiquer, est un cours des Halles majoré.

Pour dresser la classe ouvrière (voir la suite en deuxième page.)

## Imposons une délégation ouvrière en U.R.S.S. !

# LE P. C. I. MANIFESTE à l'Ambassade Soviétique

NOS CAMARADES SONT LIVRÉS A LA POLICE

Vendredi matin, la presse réactionnaire (Matin, A. F., etc.) publiait une dizaine de « trotskystes russes » avaient bruyamment manifesté à l'ambassade de la Grenelle. Les versions varient d'ailleurs avec les rédacteurs : pour certains journaux il s'agit de « d'opposants à Staline » qui voudraient rentrer en U.R.S.S. ; pour d'autres des citoyens venant « demander des secours ». L'Humanité, en 7 pages, nous qualifiait de « fascistes-trotskystes », ce qui n'est pas nouveau, mais sans indiquer, bien entendu, que notre délégation était venue porter trois demandes de visa pour que trois de nos camarades puissent aller enquêter à leurs frais et à leurs risques et périls, comme nous le disions dans la lettre publiée dans le numéro précédent, sur les accusations qui pèsent sur les bolchéviks-léninistes.

A l'entrée, le cerbère dévisagea notre délégation avec un air méfiant mêlé de crainte ; la crainte que ces sept hommes et ces deux femmes venant en délégation ne lui fasse avoir quelque histoire...

La salle d'attente de l'ambassade est une petite pièce d'environ 5 mètres au carré. Une petite table dans le milieu. Une cheminée de marbre au fond, avec le buste de Lénine en pierre. Aux murs, deux portraits : un grand de Staline, un autre de Lénine ; en plus, ceux de Kallinine, de Molotov, de Vorochilov et de Litvinov. Dans le mur contigu à la cour de l'ambassade, une fenêtre fermée avec, dans le haut, un vase en terre, par où nos paroles et nos chants de protestation portèrent, tout à l'heure, jusque dans les pièces les plus reculées de l'immeuble.

Rien que le crime des 16 fusillés de Moscou aurait justifié une manifestation si elle avait surgi immédiatement (1).

Cependant, venus avec le mandat précis d'obtenir trois autorisations de nous rendre en U.R.S.S. pour mener une enquête, nous restâmes pendant dix bonnes minutes dans la petite salle, attendant qu'un « officiel » vint répondre à notre délégation.

Au bout de dix minutes, le cerbère, interpellé, répondit qu'il avait vu les « camarades du cabinet du consul » et que ceux-ci avaient fait connaître « qu'on nous écrivait ». C'était la réponse dilatoire classique. Gagner du temps, ensuite on verra...

La réponse des bureaucrates était un peu naïve. Ces gens-là, tapés dans leur vie quotidienne et routiniers, ont oublié qu'on ne doit pas agir avec une délégation de révolutionnaire comme avec la délégation familiale qui vient quémander un secours. Aussi nous formulons nos exigences sur un ton un peu plus aigu. « Qu'on nous dise oui ou non. Si c'est oui, nous sommes satisfaits d'aller enquêter ; si c'est non, c'est la preuve que vos accusations sont des machinations ». Des employés de l'ambassade commencent à venir aux nouvelles ; dans la cour de nombreuses fenêtres s'ouvrent ou s'en-trouvent. Le cerbère qu'affolent nos paroles énergiques dites d'une voix forte nous répond : « Mais vous n'êtes pas chez vous ici » ; à quel un de nos copains ressort que : « Les internationalistes sont partout chez eux ! »

Et tout le long du parcours, entre l'ambassade et le poste central de police du 7<sup>e</sup> arrondissement, nous chanterons l'Internationale et manifesterons sur les noms de Mouralov, de Piatkov et de Trotsky, avant d'être interrogés et... parqués pendant 18 heures consécutives, c'est-à-dire de 17 heures jusqu'en lendemain 11 heures !

Une telle action modeste s'enchaîne dans notre campagne systématique (affiches, brochures, manifestations pour la venue de Boukharine à Paris).

Signalons que la radio a fait connaître la manifestation, parlant, sur instructions ministérielles probables, de « citoyens soviétiques ». Un communiqué envoyé par nous aux agences et à la presse a été publié dans le journal russe, les Dernières Nouvelles, cité dans le Jour. Le Populaire a fait le silence le plus complet, il ne défend les révolutionnaires russes que quand ça peut être utile... pour sa lutte contre le P. C.

Nous continuerons notre campagne.

(1) Au moment du procès lui-même, les camarades responsables du P.C.I. l'avaient proposée (et en avaient obtenu le vote) lorsqu'ils étaient dans le P.O.I. ; malheureusement, ce vote fut saboté et aucune manifestation n'eut lieu à ce moment-là.



## Pour la nouvelle année

# AMNISTIE ! AMNISTIE !

On parle beaucoup ces temps-ci de l'application intégrale du programme de front populaire. Messieurs les stalinistes notamment en ont plein la bouche. Dans ce programme, figure en premier rang l'amnistie pour les condamnés politiques. Mais il y a quelque temps que les partis « prolétariens » s'en désintéressent. Les bagarres de Poulo-Condor, les camarades et les milliers de victimes inconnues du régime capitaliste peuvent bien crever en tête.

Il n'aurait même pas les effets chauds ou les doux que nous voyons dans le temps le Secours Rouge International. Il n'y a plus de « Noël des Emprisonnés ». Il n'y a même plus de S. R. I. puisqu'il a été remplacé par un « Secours Populaire Français » certainement cher au cœur de monsieur Basch !...

C'est à nous qu'incombe la tâche de recréer l'organisation de défense des victimes de la lutte des classes, d'arracher l'amnistie.

## Le 17 au « Petit Journal »

Nous avons prévu un meeting pour les bolchéviks-léninistes d'U. R. S. S. pour le 22 décembre. Dans un but de manœuvre — que nous expliquons en page 2 (Vie du Parti) — le P.O.I. a engagé le Comité pour le procès de Moscou à faire un meeting identique pour le 17, à la même salle.

Nous refusant à tomber dans un piège qui, en fin de compte, ferait les affaires de la Guépéou, et tout en ignorant l'attitude que le Comité adoptera à notre égard, nous renonçons au meeting du 22 et invitons tous nos camarades à venir LE 17 DÉCEMBRE A 20 H. 30, A LA SALLE DU « PETIT JOURNAL », 21, RUE CADET.

Il faut élever une vibrante protestation contre le stalinisme, contre ses assassinats. Nous apprenons que les stalinistes du Mexique ont décidé de s'opposer par tous les moyens — y compris par les milices prolétariennes — à la venue de Trotsky dans ce pays. Les ennemis des milices ouvrières contre le fascisme veulent en faire usage glorieux, ils se mettent en ordre de Staline, les mains couvertes de sang de Zinoviev et de milliers de bolchéviks.

Les travailleurs de Paris manifesteront le 17, au « Petit Journal », contre le stalinisme, pour la révolution mondiale.

# d'une semaine à l'autre

4 DECEMBRE.

Ce vendredi aura été fertile en faits-divers. Citons les deux plus marquants :

Au Mans, un demi-fou pénétra dans le bureau directorial d'un établissement d'apprentissage des Chemins de fer de l'Etat et abat le directeur, M. Auguste Piron.

Le meurtrier était un ancien élève de l'Institut, employé ensuite comme ajusteur au dépôt de Laval, d'où il démissionna par la suite. Quelles obscurités rancunées ont germé dans son cerveau et quels motifs les ont provoqués ?

Toujours est-il que ce monomane de la persécution avait déjà été interné à Paris, mais pouvait circuler en toute liberté et acheter librement des armes... ce qui est interdit aux prélatiens constants.

A Soucamp, près de Rambouillet, une ouvrière polonaise lavait son linge et sa fillelette jouait non loin de là. Trois chasseurs passaient, venus de Paris, et abattent l'enfant qu'ils prenaient pour un lapin !

On peut affirmer que l'affaire n'aura pas de suite. Une ouvrière polonaise, est-ce que ça compte !

5 DECEMBRE.

Pris dans la tempête, un avion allemand s'écrasa près d'Amory. On découvrit dans son carter plusieurs milliers de tracts rédigés en espagnol se terminant par ces mots : « Arriba España ! »

A Lille vont avoir lieu deux élections complémentaires au Conseil Municipal. Les communistes font connaître leur intention de ne pas présenter de candidat et de voter pour les candidats socialistes.

M. Compagny, président de la Généralité de Catalogne, devait présider un meeting au Vél d'Hiv', mais il s'arrêta à Cerbere et fait demi-tour devant les difficultés inopinément soulevées... par les autorités françaises.

6 DECEMBRE.

Dimanche politique, selon la tradition. C'est toujours en fin de semaine que nos « leaders » se réunissent dans une salle quelconque, au banquet... et à l'heure des toasts prononcent des paroles politiques et définitives qu'approuvent un auditoire trié sur le volet.

C'est de cette façon que la « démocratie » bourgeoise prend contact avec les masses au cours de la session parlementaire. Il en traite tout autrement dans une république soviétique où les masses exercent constamment et pleinement leur pouvoir dans les conseils d'ouvriers, de paysans et de soldats.

Une douzaine de ministres ont donc pris la parole en différents endroits et prononcé des phrases dépourvues d'intérêt.

7 DECEMBRE.

Une nouvelle occupation d'usine ? Pas précisément, mais un exemple à méditer.

La brasserie Gaudame, à Lille, a été occupée pendant plusieurs heures par les délégués qui s'y approprièrent et que la direction refusait de recevoir.

Les comités de consommateurs qui luttent contre la vie chère pourront s'inspirer utilement de ce précédent.

On télégraphie de Casablanca que l'hydravion « Croix-du-Sud », parti de Dakar avec le courrier Franco-Amérique du Sud, ayant à bord Mermoz, Pichodan, Esan, Cruveiller et Lavialle, n'a plus donné de ses nouvelles depuis ce matin 10 h. 43.

8 DECEMBRE.

Casus belli ? Un avion français affecté au service de l'ambassade de France entre Madrid et Toulouse a été abattu par les insurgés à Pastro, à 100 km. de Madrid. Il est brisé au sol ; quatre passagers seraient blessés, mais on manque de détails sur les circonstances de l'accident.

On signale également différents incidents dans les eaux espagnoles (navires étrangers arraisonnés). Le quipier ibérique est de plus en plus inquiétant.

On signale également différents incidents dans les eaux espagnoles (navires étrangers arraisonnés). Le quipier ibérique est de plus en plus inquiétant.

La presse bourgeoise a mené grand langage sur le recrutement des volontaires à destination de l'Espagne. Mais quelle propagande fallacieuse a pu déterminer Pierre Christ à s'engager dans l'armée française où on l'affecta au 503<sup>e</sup> régiment de chars d'assaut, à Satory, près Versailles.

Les réalités de la vie militaire ont dû le décevoir brutalement puisque, au soir-là, dans la chambre, pendant que ses camarades chassaient le cafard en jouant de l'accordéon, Pierre Christ s'est suicidé d'une balle de revolver.

## COUP D'OEIL sur les Halles Centrales

(Suite de la première page.)

En principe et — insistons-y — aux termes de la loi, le « marché national » — type qu'on appelle les Halles devrait utiliser trois éléments, pas davantage : le producteur en premier lieu, le mandataire ensuite et, en dernier lieu, le commerçant de détail qui vient s'approvisionner. Le mandataire est — théoriquement — l'unique lien entre le producteur et le détaillant. Il n'est que le fonctionnaire de la vente de détail et de régler sans délai à son expéditeur le montant des ventes effectuées en son nom, en déduisant les frais afférents de transport, d'octroi, de factage, ainsi que sa propre rémunération qui est de l'ordre de 10 %. Quel que soit le montant des ventes effectuées.

Ainsi s'explique le cas de notre paysan lyonnais qui envoya des fruits et reçut une note de frais. Ceux-ci avaient excédé la valeur de ceux-là.

On conçoit facilement que la fonction normale des mandataires se complique d'une série de manœuvres hautes ou basses qu'il serait trop long d'esquisser ici. Un mandataire ne perd jamais, et légalement n'existe aux Halles que 275 postes de mandataires. Cette « charge » étant fort recherchée donne naissance à un trafic où apparaissent les associés du mandataire, la vente des charges au plus offrant, l'organisation même de cette vente. C'est toujours le paysan et l'ouvrier qui paient.

En réalité, le fonctionnement des Halles est plus compliqué que nous ne l'avons esquissé. D'innombrables offices parasites et illégaux apparaissent autour du mandataire, entre le paysan et le commerçant de détail. Au village, les ramasseurs et les groupiers, aux Halles, les réparateurs constituent toute une faune parasitaire destinée à réaliser un véritable accaparement des marchandises et l'organisation méthodique de la vie plus chère.

Nous y reviendrons.

Mais on peut dès maintenant poser le principe de la constitution des comités de producteurs et des comités de consommateurs, et de la création de marchés-témoins par liaison directe.

C'est obligatoirement par cette voie que doit débiter l'offensive des travailleurs contre ce qui est journaliste, M. Allard, à pu appeler à juste titre : le G. Q. G. de la vie chère, autrement dit : les Halles Centrales.

# Le fasciste Doriot en Algérie

Les fascistes algériens de tous poils et de toutes nuances ont enfin trouvé un chef, le prophète Doriot en une triomphale tournée à fat entendre à tous la bonne parole attendue : d'abord le front de tous les français, puis le front unique des français et des musulmans contre les communistes.

La tournée de Doriot en Algérie, c'est la grande tournée de recrutement : le renégat n'a pas confiance dans les pros de la métropole pour accomplir le coup d'état qu'il médite. Le nationalisme musulman est vivace, n'y a-t-il pas d'ailleurs l'exemple de Franco ? Il passera la mer pour y chercher ses troupes.

Le discours avec un grand D fut prononcé à Oran, il y avait là Arrighi transfuge du communisme aussi et qui sans doute a oublié la prison de Barbezieux, et à côté d'eux d'anciens Croix de Feu qui trouvent au beau Jacques Doriot fédéral à leur patrie Colonelle. tel de Maudsluy (un des plus grands noms de France !)

Naturellement ces messieurs se défendent des larmes de tout antisémitisme, ils ne veulent connaître que des Français. Elevés donc à la dignité de français par le P. F. F., les algériens doivent rester fidèles à leur patrie électorale : la France ! Ils ne doivent pas chercher à s'émanciper, toute émancipation est d'ailleurs impossible car si la France abandonnait ses droits sur l'Algérie, n'y a-t-il pas l'Italie et l'Allemagne qui n'attendent qu'une occasion pour s'en emparer et l'apôtre Jacques Doriot fédéral rien que d'énoncer cette éventualité. Pauvres Algériens devenant les esclaves du fascisme romain ou prussien ; ah ! si nous ne connaissions pas leur bonheur présent ! Précaire bonheur d'ailleurs s'ils ne se groupent pas immédiatement sous la bannière du P. F. F. Eventuellement encore pire, l'Algérie pourrait devenir colonie soviétique, car l'existence d'un état prolétarien indépendant ne peut être retenue un instant par le maître de Saint-Denis.

Mais cela ne sera pas, Algériens, vous n'avez rien à craindre, Jacques Doriot est né pour veiller au salut de l'Empire et présider à ses destinées futures.

Camarades algériens, français transplantés, ouvriers espagnols chassés de chez vous par le misère, indigènes musulmans ou israélites, travailleurs opprimés par le même capitalisme, vous n'avez aucun intérêt au maintien de l'Empire.

La loi, on le sait d'autre part, obligera tout journal paraissant plus de trente fois l'an à être constitué en société anonyme, ce qui accroît sa vulnérabilité et complique singulièrement la parution de nouveaux organes. L'Empire exigeait une caution, le Gouvernement du Front Populaire fait pire !

Le contenu même des journaux est pauvre et, de toute évidence, le suicide d'un mineur, la répression de la colonie n'ont été que des prétextes à museler la presse libre. L'article 27 est capital et vise la répression de la diffamation. Encore une fois, la loi bourgeoise actuellement existante est parfaitement suffisante pour cela... et point n'était besoin de créer un appareil spécial. Le régime de l'arbitraire étant introduit et sanctionné, où nos arrières-pensées dans cette voie ? Quelle vérité pourra échapper à la qualification de nouvelle fausseté, alarmiste ou difformité ?

L'article 45, vise enfin les sanctions et notamment la correctionnalisation des délits de presse.

Encourons nous l'accusation de légalisme et d'alarmisme en commentant un article adopté par le Parlement ? Il devrait être dédié aux petits enfants, car il montre quelle confiance ont nos dirigeants dans la stabilisation de la monnaie. Les amendeurs, est-il dit, seront perçus au cours du franc le jour du jugement !

La presse étant d'instinct muselée en prévision d'événements ultérieurs, les lois scélérates de l'Empire étant éphémères par le Gouvernement du Front Populaire, la Chambre commença la discussion du budget, et Blum-Auriol vont mener tambour battant, à la manière de M. Pierre Laval... qui, des hauteurs de Chateaud, où il se repose, doit bien lire :

d'un empire. Ecoutez la voix de l'avant-garde prolétarienne révolutionnaire, malgré les beaux discours on ne vous considérera jamais que comme de la chair à profit et de la chair à canon. Ce que vous voulez, c'est être libre. Debout pour la lutte de classe, pour la création d'une Fédération Nord Africaino-Soviétique.

## Lettre d'un jeune paysan à Doriot

Qui es-tu, Doriot ? Ancien membre du Parti communiste, des J.C. Exclu de ce parti en 1934, parce que tu voyais qu'un lendemain du coup de force fasciste, le P.C. était dans l'erreur. Au mois de juillet, après ta démission, tu fus réintégré à Saint-Denis grâce aux voix socialistes.

Tu lanças « L'Emancipation » tout court, qui est devenue « Nationale » par la suite. Et, petit à petit, tu as entraîné la classe ouvrière, retrahi et trahi encore. Tu es devenu l'homme du capital, de la bourgeoisie et du fascisme révolutionnaire.

En effet, tu connais l'axe ouvrière par ta démagogie sociale, tu es entré dans ton P.P.F., les agris, les légers de la politique stalinienne. Proletaires (plutôt rares, heureusement) bourgeois en faux-couls lisent ta « Emancipation nationale ». Tu es l'homme désigné pour agir le parti communiste mensongère, hoché-voix tu tapes sur les communistes, et pour tant, sale renégat, tu sais bien qu'il ne le sont plus. Tu le sais et c'est pour leur enlever leurs troupes, pour les brigader dans ta bande de nerfs, qui tu pratiques la politique actuelle.

Un rénégat, un dégoutant, et t'condole est d'autant plus pesante, plus onteuse, que tu fus, en ton temps, un communiste, un révolutionnaire même. Doriot, le prolétariat l'a vu venir comme un ordre, comme un aliment mal digéré sur un soir de brigue après une gestion systématique de chantage aux bourgeois que tu soutiens maintenant ramenant inconsciemment tout en escaladant le marche-pied de leur 10 chevaux...

Doriot, tu es un homme dangereux qui dangereux, un homme à « calder plus que sa veste, et tu sais bien l'entendre... car ton intelligence, mise maintenant au service du capital, l'indique bien que tu marches dans la bonne voie...

Toutefois, ne te trompes pas, prend garde, ta route néfaste aura une fin prends garde, Doriot, la route fasciste est bien près du Capitole... Doriot, toi qui, dans ton Congrès de P.F.F., teut tout gémissement à Saint Denis, demandait la mise hors la loi du Parti communiste, prends garde que à figure de renégat pourri ne soit un jour la marque de fabrique des travailleurs...

Doriot, continue ; continue ton chemin, et dis-tout que la haine du prolétariat est définitivement acquise. Tu es un ennemi, un fasciste et nous te combattons comme tel... Souviens-toi, Doriot... Le 10 novembre 1936.

La Noël et le Jour de l'An sont désormais des jours de fêtes comme pour les bourgeois. On organise des réveillons pour « prolétaires » capables de se payer des voyages à Moscou à 1.990 francs en 3<sup>e</sup> classe.

Les vacances de fin d'année. Réveillonnons à l'est...

Fac-similé d'un prospectus pour réveillonner à Moscou.

Un comité, qui a pour but la défense de la liberté d'expression des tendances révolutionnaires en U.R.S.S., se doit d'être fidèle à son objectif en n'écartant pas de son sein les organisations ou groupements révolutionnaires qui acceptent la discipline commune de ce comité. Nous ne pensons pas qu'un tel comité puisse faire siens les points de vue et sentiments particuliers de chacun des groupes et se conformer à l'attitude de l'autre groupe se réclamant de la IV<sup>e</sup> Internationale, le « PARTI OUVRIER INTERNATIONALISTE », attitude qui nous prouve une fois encore que, cette organisation prend une position erronée sur les problèmes très graves qui se posent actuellement pour le regroupement de l'avant-garde révolutionnaire.

Nous pensons que le comité surmontera ces difficultés pour le meeting et verra ensuite accepter notre proposition d'organiser une manifestation devant l'ambassade soviétique.

Recevez, camarades, nos salutations révolutionnaires.

Pour le C.C. du Parti Communiste Internationaliste: DESNOTS, ex-membre du C.C. du P.C.; G. FAUSSECAVE, membre du comité de la III<sup>e</sup> Internationale, exclu du P.C. en 1927 pour publication de la plate-forme de l'opposition russe.

R. FOHRIER; P. FRANK, exclu du P.C. en 1929 pour trotskisme, ex-membre du B.F. du P.O.I.; J. MEICHE, exclu du S.L.I. pour trotskisme, ex-membre du C.C. du P.O.I.; R. MOLINIER, exclu du P.C. pour trotskisme, ex-membre du Plenum Internationaliste de la Ligue Communiste Internationaliste; S. POLY, ex-membre du B.F. du P.O.I.

« La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationale » (Réserve aux membres des organisations parisiennes de la IV<sup>e</sup> Internationale) : Prix : 2 fr.

# La décadence de l'Empire Britannique

La grande presse consacre ses colonnes aux difficultés faites au roi d'Angleterre pour se marier à sa guise. Et certains peuvent être surpris de voir, pour une affaire aussi peu sérieuse, éclater une crise grave en Angleterre, que des manifestations ruses se produisent, etc. Les explications de la presse varient : les uns expliquent cela par l'attachement à la personne du roi, les autres par la volonté de formations politiques d'exploiter ce qui n'aurait pas dû être exploité. Mais aucun n'est expliqué.

La crise de l'empire britannique est développée depuis des années ; un événement qui fera le bonheur des chanceliers ne la pas créée, il n'a fait que permettre de l'étaler un grand jour.

Qu'est-ce que la crise de l'empire britannique ? Avant la guerre, l'impérialisme anglais, par son empire, occupait la première place dans le monde. Menacé d'être supplanté par l'impérialisme allemand, il fit la guerre pour lui barrer la route. Mais une guerre permit à l'impérialisme des Etats-Unis de se développer jusqu'à occuper la première place dans le monde. Dans les premières années de l'après-guerre, l'Angleterre tenta bien de résister. Mais ce fut en vain. Les forces centrifuges dans l'empire britannique étaient trop puissantes : l'Irlande obtenait une certaine autonomie, le Canada se tournait vers les Etats-Unis, les Indes se rebelèrent... L'Angleterre dut plier le cou devant les Etats-Unis : à la conférence navale de Washington, elle accepta la parité avec la flotte américaine.

La décadence de l'empire britannique n'a pas cessé un jour depuis la guerre. De nouveaux rivaux se le disputent. Le Japon en Extrême-Orient ; l'impérialisme allemand relevait la tête ; jusqu'à l'impérialisme italien qui, l'an dernier, se permit de donner le coup de pied de l'âne au vieux lion britannique. Enfin l'ancien hymne orgueilleux : « Britannia rules the waves ».

A l'intérieur de l'Angleterre, des millions de chômeurs, en 1928 la grève des mineurs et une grève générale qui aurait pu mettre à bas le régime capitaliste s'y avait eu un parti révolutionnaire, si l'Internationale communiste, alors en voie de décadence, n'avait été dépourvue de chefs trade-unionsistes, dans le comité des syndicats anglo-russes.

Les gros efforts du capitalisme anglais pour enrayer sa décadence, pour sauver sa monnaie, pour renforcer sa puissance militaire sur mer et dans l'air, ces efforts monstrueux des dernières années se heurtent à la vieille carcasse démocratique, comme dans les autres pays. Si le prolétariat anglais ne comprend pas encore que la seule issue pour lui est l'instauration du socialisme, la City, elle, se tourne déjà vers des solutions dictatoriales.

Certes, les premières tentatives fascistes de Lord Mosley ont renoncé dans les autres pays. Si le prolétariat anglais ne comprend pas encore que la seule issue pour lui est l'instauration du socialisme, la City, elle, se tourne déjà vers des solutions dictatoriales.

De la crise présente, l'Angleterre capitaliste s'efforcera d'en tirer un pouvoir plus fort. Elle est facilitée dans sa tâche par la soumission des leaders « ouvriers » à la royauté, où le parti staliniste lui-même n'a pas osé, par la voix de son élu au Comité central, proposer la suppression de la monarchie.

L'issue pour les travailleurs anglais est la lutte pour la révolution ; comme presque partout dans le monde, les éléments se revendiquent du marxisme révolutionnaire, de la IV<sup>e</sup> Internationale, sont divisés. Les uns agissent indépendamment, les autres comme fraction dans l'I.L.P., d'autres militent dans le Labour Party. Les événements posent de lourdes

tâches à nos camarades anglais. Toutefois, ils ont peu de temps que nous, et notre développement neut, dans une grande mesure, contribuer au leur.

## Élections à Genève

La presse socialiste et communiste a été aussi silencieuse que la presse bourgeoise à pu être tapageuse sur les élections qui viennent de se produire à Genève.

De quoi s'agit-il ? Les précédentes élections, datant de deux ans environ, avaient porté au pouvoir, dans le seul canton de Genève, le parti socialiste dirigé dans cette ville par le socialiste de gauche, Nicole, habitué à flirter avec les stalinistes, participant aux congrès d'Amsterdam, le Fleyel et autres munzenbergistes. Ces élections venaient peu de temps après que les bourgeois de Genève avaient fait abattre plusieurs travailleurs dans cette ville.

On allait donc, avec Nicole au pouvoir, voir à l'œuvre ces messieurs de la social-démocratie de gauche. Ils sont restés au pouvoir de très longs mois. Les travailleurs, ceux de Genève et ceux de toute la Suisse, n'ont rien vu venir, n'ont aperçu aucun changement. Aussi, aux élections qui ont eu lieu ces jours-ci, Nicole, le social-démocrate de gauche, a eu beau s'allier aux stalinistes d'Hubert-Droz, il a perdu des voix par milliers.

Cet échec électoral se produit au moment même où la bourgeoisie suisse prend des mesures répressives contre la classe ouvrière. Les méthodes réformistes, même employées par les gauches socialistes et les stalinistes ne constituent aucun moyen de défense pour les travailleurs contre la poussée fasciste et réactionnaire. Elle imprudence trouve son expression même sur le terrain électoral.

## ON NOUS ÉCRIT...

Nous avons reçu une lettre d'un ouvrier de province qui constitue un bel encouragement. Nous en publions les principaux extraits : « Lors du défilé devant le Mur des Fédérés, le Populaire soulignait la grandeur de la manifestation et déplorait l'incident qu'avait provoqué des trotskistes — du nom de Trotsky pour qui j'avais de la sympathie, je me suis demandé qui étaient ces trotskistes, et le lendemain, j'ai vu dans le journal que c'était le compte rendu de la manifestation n'était point signé. Je me suis demandé comment un socialiste pouvait avoir un tel dégoût des soi-disant trotskistes. Le Populaire déclina et, avec lui Blum et compagnie.

« Un jour, passant devant un kiosque, j'aperçus « La Commune », je l'achetai, c'était sous Laval ou début Serrault. Depuis, je l'achetais par intermittence la plupart du temps ne pouvant l'avoir. Ce journal ne me laissait pas indifférent, je lisais et relisais et je faisais lire mais sans distinguer quelles impressions il me laissait.

« Un jour du mois de juin, sans erreur, je m'approche du même kiosque. « La Commune ? » Derrière moi, deux messieurs : — Nous venons saisir « La Commune ». Stupéfaction de ma part, car nous sommes sous le gouvernement Blum, je n'y comprend rien.

« Petit à petit, je me souvenais des articles parus dans « La Commune ». Adieu les promesses du Populaire.

« Clarité ! je comprends. Bernès, ou nous borne parfaitement, on nous trompe, mais si bien que l'on ne s'en rend point compte, on a peine, mais le mal est plus grand.

« Alors, dégoûté, je ne lisais plus aucun journal... que « La Commune » de temps à autre.

« Votre journal me plaît, il est clair, franc, et la vérité s'exprime dans toute sa simplicité. C'est un journal qu'il fallait, qu'il faut dans les moments que nous traversons, car il y a beaucoup d'indécis. Ça sonne ce principe « Tout ou rien ». Valère ou mourir, conservateur ou révolutionnaire.

« Vive la « Commune » : c'est tout ce que j'ai à vous dire... »

## SOYEZ LES CORRESPONDANTS DE « LA COMMUNE »

Nous n'avons nullement l'intention de rivaliser avec les rédacteurs du P.O.I. dans leur développement d'injure. Nous avons exprimé notre opinion politique et énoncé nos critiques quant au contenu de « La Lutte ». Ceux qui sont avec nous traités d'agents d'Hitler par les stalinistes entendent retourner les accusations contre nous ; ils démontrent une fois encore la nature de leurs principes et de leurs préoccupations.

Il faut se féliciter, toutefois, qu'à l'occasion de cette question, les mêmes hommes, qui composent le « bureau pour la IV<sup>e</sup> », aient enfin démontré que cet organisme séjournait. On aurait pu en douter, tant sur la situation mondiale que sur les événements d'Espagne ou la conférence de Bruxelles ; depuis sa création artificielle, le bureau pour la IV<sup>e</sup> a observé un silence complet ; il consent à rompre le silence pour maudire des fondres.

Encore une fois, les raisons que nous avons de combattre pour une IV<sup>e</sup> Internationale sont assez solidement charpentées pour que les méthodes de la petite clique de poux du lion ne nous en éloignent pas. Un très prochain avenir démontrera quels étaient, quels sont les « aventuriers ».

J'espère que tous les membres du C.C., et l'ensemble du P.C.I., seront d'accord pour ne pas répondre à un article aussi trivial, signe d'impudence politique. Que les camarades de base du P.O.I. le veuillent ou non, C'EST ÇA LE STALINISME. D'ailleurs, la guerre approche, l'histoire a toujours montré qu'à la veille de tel événement, la bourgeoisie a toujours cherché à faire discréditer les meilleurs éléments du mouvement ouvrier. Si elle n'y arrive point, elle les fait emprisonner ou assassiner.

Laissons le monopole des injures et de la calomnie aux spécialistes en la matière, et continuons notre travail. — B. J.

LES CALOMNIES DANS LES RANGS REVOLUTIONNAIRES

## OPINIONS DE MILITANTS

Nous donnons, quant à l'effet de ces calomnies, deux citations significatives :

a) Lettre Berthe Joly : « Si la trésorerie de notre P.C.I. n'était pas si enrichie, je proposerais au C.C. de tirer un tract avec, au recto, le papier intitulé : « Encore une fois contre les saboteurs de la IV<sup>e</sup> », parus dans le numéro 23 de La Lutte Ouvrière ; au verso, les deux articles critiques parus dans les numéros de La Commune, en demandant simplement aux travailleurs de juger les méthodes critiques des uns et des autres.

b) Extrait d'une lettre de Marseille : « J'ai reçu ce soir « La Lutte Ouvrière » et ai pris connaissance de l'article infâme écrit contre Molinier. Je ne suis pas suspect de sympathie pour lui, vous avez pu le voir dans mes lettres précédentes, mais vraiment, si les fielleux collaborateurs de « La Lutte » continuent ainsi, ils obtiendront un résultat tout contraire à celui escompté. » — C.

# La vie du Parti Communiste Internationaliste

OU LA CAUSE DES BOLCHEVIKIS-LENINISTES D'U.R.S.S. EST DÉSERVIE PAR UN PRESTIGE DE CLIQUE

Dans le numéro 32 (25 novembre) de notre journal, nous avons proposé une date et une salle aux organisations d'avant-garde pour une manifestation contre la répression en U.R.S.S. Le P.O.I. étudia une réponse, convoqua pour le 2 décembre le Comité qu'il anime en ne signalant pas notre adhésion et en précipitant les événements afin de nous éliminer, un meeting dans la même salle fut proposé pour avoir lieu cinq jours avant la date que nous avions proposée. Nous publions notre lettre au Comité à ce sujet. Notre seul souci, c'est la réussite de l'agitation pour les révolutionnaires d'U.R.S.S.

C'est pour quoi, quelle que soit la charge que constituent les frais de salle engagés, nous appelons les travailleurs à un seul meeting, celui du 17 décembre.

Voici la lettre en question : Pour le C.C. du P.C.I. : Le B.P.

Nous tenons à porter à votre attention comment notre organisation a été forcée de défendre les révolutionnaires de l'U.R.S.S., aussi bien antérieurement à l'unification des bolchévikis-léninistes qu'après la non-ratification de celle-ci au congrès d'octobre.

« Nous sommes priés de prendre connaissance de la lettre envoyée le 5 décembre à vos organisations respectives : Le 10 novembre, nous avons adhéré à votre comité, mais nous n'avons reçu jusqu'à présent aucune confirmation de cette adhésion, ni aucune convocation aux réunions de ce comité.

« Dans notre journal la Commune en date du 27 novembre, nous avons appelé les organisations d'avant-garde à l'organisation commune d'un meeting le 22 décembre, Salle du Petit Journal, rue Cadet. Nous apprenons aujourd'hui, par la Lutte Ouvrière du 4 décembre, que votre comité convoque quelques jours avant la date proposée par nous le jeudi 17 un meeting au même lieu. Vous comprendrez comme nous

qu'il ne saurait être question, sur de semblables motifs, d'organiser deux meetings ; le notre n'ayant été convoqué qu'en l'absence de réponse de votre comité à la suite de notre adhésion. Nous sommes donc obligés de reporter sur votre meeting du 17 l'effort que nous avions déployé pour la préparation du nôtre.

Notre participation à la préparation de votre meeting du 17, s'il est bien convoqué par votre comité, vous est donc assurée. Dans notre esprit, il s'agit d'une manifestation commune contre la répression en U.R.S.S., et non d'une discussion entre les organisations participantes.

« Veuillez donc nous fixer sur les détails de cette préparation, ainsi que sur les engagements respectifs. Salutations communistes internationalistes.

« Nous tenons à porter à votre attention comment notre organisation a été forcée de défendre les révolutionnaires de l'U.R.S.S., aussi bien antérieurement à l'unification des bolchévikis-léninistes qu'après la non-ratification de celle-ci au congrès d'octobre.

« Nous sommes priés de prendre connaissance de la lettre envoyée le 5 décembre à vos organisations respectives : Le 10 novembre, nous avons adhéré à votre comité, mais nous n'avons reçu jusqu'à présent aucune confirmation de cette adhésion, ni aucune convocation aux réunions de ce comité.

## CONVOCATION

AUX MILITANTES DU PARTI ET SYMPATHISANTES :

Dans notre prochain numéro, sera convoquée une première réunion des militantes du Parti et sympathisantes, avec comme ordre du jour :

« Les femmes et leur tâche en cas de guerre. »

Avertissez nos sympathisantes !

ACIUF DE LA REGION PARISIENNE Réunion samedi 12 décembre, à 20 h. 45, Salle des Deux-Hémisphères (angle rue du Château-d'Eau et faubourg Saint-Martin) ... Martin ... PRESENCE OBLIGATOIRE

« La crise de la section française de la Ligue Communiste Internationale » (Réserve aux membres des organisations parisiennes de la IV<sup>e</sup> Internationale) : Prix : 2 fr.

## CONVOCATION

Bureau politique : Lundi, 18 h. 30, même lieu.

Commission administrative : Mardi à 19 heures. Réunion. Jeudi, à partir de 19 heures, expédition collective.

Comité de Rédaction : samedi, 20 h. Discussion du numéro paru et collaboration du prochain numéro.

Commission centrale : Mardi, 20 h. 30, au Siège.

RAYONS : XII<sup>e</sup> : Mercredi, 20 h. 30, lieu habituel. Dimanche 10 h. 25, lieu habituel pour la vente. XIV<sup>e</sup>-XV<sup>e</sup> : Mardi, 20 h. 30, lieu habituel. XVIII<sup>e</sup> : Tous les vendredis, à la conférence du XIX<sup>e</sup>. XIX<sup>e</sup> : Vendredi, à 20 heures, à la Marquis Saint-Denis : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel. Clichy : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel. Puteaux-Suresnes : Jeudi, 20 h. 30, lieu habituel. Choisy-Vitry : Chaque vendredi, lieu habituel, réunion à 20 h. Dimanche, Marché de Choisy, vente.

Argenteuil : Tous les lundis, cercle d'études des Amis de Karl Marx, salle Pégué, à 21 heures, boulevard Héloïse. RAYON DU XIV<sup>e</sup> : Permanence tous les dimanches, de 10 heures à midi, au Clair de Lune, 15, rue de Vanves. REGION DU RHONE Tous les samedis de 17 heures à 19 h. 30. Permanence : Café « A ma Vigne » 7, rue Sainte-Catherine Terreaux



Tchen-Dou-Siou

Celui que l'on a surnommé « le père du communisme chinois », né en 1879 d'une famille de riches mandarins et fut une jeunesse studieuse; fut, très tôt, grand admirateur de la révolution nationale-démocratique de Sun-Yat-Sen en 1911, il fonda un organe mensuel, « La Jeunesse », dans lequel il combattait les enseignements de Confucius (vieux de trois mille ans) et militait pour la réforme de la langue chinoise, qui aboutit.

En 1920, à Shanghai, il fonda le Parti Communiste Chinois. Cela lui valut la haine de la bourgeoisie chinoise, mais surtout des impérialistes. Il est arrêté par les autorités de la concession française, une première fois en 1921, une seconde en 1922.

Lorsque déferla sur le vieux monde chinois la vague révolutionnaire de 1925-1927, Tchen, venu tard et par paliers au marxisme, ne s'est point encore débarrassé de ses préjugés « démocratiques », de sorte que, orienté par Staline, Boukharine, Borodine, il conclut avec la Kuomintang un pacte de « Front populaire » qui enleva son indépendance au Parti Communiste Chinois, conduisant ce dernier et par lui le prolétariat à la défaite.



Au mois d'août 1927, la direction inflexible de l'I. C. écarta Tchen du travail, marquant par là qu'elle le tenait pour seul responsable du désastre. De la sorte, le « bouc émissaire » ne prit aucune part au putsch de Canton — décembre 1927 — dont il put tirer des enseignements qui s'apparentaient avec les écrits de Trotsky sur la révolution chinoise.

Fin 1929, il fut exclu du Parti Communiste Chinois pour avoir refusé de combattre le « trotskysme » et rejoignant de suite « l'opposition de gauche ».

En 1932, la Kuomintang du sanglant Tchen-Kai-Chek s'empara de lui et l'emprisonna. Depuis que les portes des gôles fascistes de Nankin sont fermées sur lui, aucune nouvelle de Tchen-Dou-Siou n'est plus parvenue jusqu'à nous.

ANNIVERSAIRE DE CANTON

Au lieu de tirer la leçon des événements, d'avoir leurs fautes et de corriger leur politique, les dirigeants de l'I. C. se contentèrent de remplacer Tchen à la direction du P. C. Chinois. C'était en août 1927. On était en plein reflux de la vague révolutionnaire de mars-avril brisée par Tchen-Kai-Chek.

Malgré cela, les infatigables, soucieux de leur prestige, méditaient de lancer un mouvement insurrectionnel, coûte que coûte. L'occasion s'en présenta à Canton, ville d'où était parti le mouvement national-démocratique, cité maritime où existait un prolétariat fort, intact et affamé, capitale de la province de Kouantoung où justement deux généraux se disputaient le pouvoir et en venaient aux mains hors de la ville.

Sur une décision du Comité provincial du Kouantoung, l'insurrection fut déclenchée le 11 décembre 1927. Elle devait se terminer le surlendemain sans avoir atteint ses objectifs fondamentaux, malgré l'héroïsme de la grande masse des prolétaires cantonnais.

Avec une politique d'ensemble réellement révolutionnaire, l'insurrection de Canton aurait pu vaincre et entraîner un rebondissement de la révolution chinoise; au lieu de cela, elle fut écrasée dans le sang par les armées des deux généraux réconciliés, ainsi que l'avait prévu l'opposition de gauche de l'I. C. et par Trotsky qui dans la « Déclaration des 83 » préconisait « un programme clair et une collaboration révolutionnaire » (non une capitulation) « du prolétariat avec la petite bourgeoisie ».

A menace de la guerre soulève encore beaucoup d'incrédulité. On ne la voit pas bien venir, entend-on souvent. Et, pourtant, la guerre est déjà commencée. En Espagne se produit un enchevêtrement entre la guerre civile et la guerre entre nations. Aussi la question sur laquelle doit être jugé tout groupement se revendiquant de la révolution et de la classe ouvrière, sur laquelle commencent à s'éprouver des délimitations et des regroupements, ce n'est plus seulement la guerre en général, mais la question d'Espagne. Aucune manœuvre n'est à négliger, car c'est derrière les impérialistes, les formules peu précises que tous ceux qui, révolutionnaires et internationalistes en paroles, s'échappent et trouvent la paille pour se réugier dans l'inaction, quand ce ne sera pas le passage pur et simple à l'Union sacrée.

L'exemple peut-être le plus misérable entre tous est celui que donne aujourd'hui la « gauche révolutionnaire » du Parti socialiste. Nous savons bien qu'elle est menacée d'exclusion; un article de Maurice dans le tribunal libre du Populaire rappelle étrangement ceux de Lagorrette dix-huit mois auparavant. Mais ces articles ont essentiellement pour résultat d'obtenir plus d'aplombement de la « gauche révolutionnaire » d'un Pivert que les Loxes hier, l'hôtel Matignon aujourd'hui ne préparent guère à affronter la tempête, tout aussi bien que d'un Collinet qui trouverait à la rigueur s'il pouvait tromper un Liebknecht dans le groupe parlementaire socialiste!

Le dernier numéro de la Gauche Révolutionnaire donne toute la mesure de cette tendance. On y déclare que le parti socialiste est « mort », que la gauche se fait flouer dans les réunions que le C. A. P. n'a qu'une existence de façade, on y vitupère abondamment sur le parti communiste et le parti radical, mais on attend qu'un jour un congrès rétablira

Les uns en crèvent...

Ce que coûte une offensive et comment on traite les blessés

(Comité secret du 29 juin 1917) La meurtrière offensive du 16 avril 1917, on le sait, lança dans l'incroyable conditions d'impréparation matérielle 26 divisions d'infanterie décimées dès les premières heures par l'artillerie et les mitrailleuses adverses et aussi par les nôtres. Les contingents « noirs » engagés par Mangin payèrent un lourd tribut à « la civilisation » : 6.300 combattants sur 10.000 y restèrent.

Mais, sortant de ce carnage, 120.000 blessés pouvaient espérer recevoir des soins immédiats et regarder l'arrière... Le comité secret du 29 juin nous révèle les carences du service de santé.

M. Guiraud. — ...On avait prévu l'installation de trois hôpitaux d'évacuation... mais deux seulement furent fonctionnaires pour assurer le service des blessés dans la zone des armées. Comment étaient-ils installés? Leur emplacement est exclusivement choisi par l'état-major. Il les installe dans la région la plus rapprochée du front, souvent à côté des dépôts de munitions, des dépôts d'essence, des batteries d'artillerie. Aussi les hôpitaux d'évacuation sont-ils souvent bombardés. Ils le furent à Prouilly, à Courlaouron et à Boudesque. Grave situation!

A parti révolutionnaire prolétarien travail collectif

Des camarades nous ayant fait part de leur étonnement de la non-signature des articles du journal « La Commune », organe central du Parti Communiste Internationaliste, le Bureau politique tient à faire connaître à cet égard : « Le Bureau politique du P.C.I., dans sa séance du 21 octobre 1936, s'inspirant des actes de l'Internationale Communiste durant ses quatre premiers congrès, résolu à mettre en application les décisions d'autant plus salutaires pour le mouvement ouvrier que le stalinisme les a remises, bafouées, abandonnées; conformément à la décision du IV<sup>e</sup> Congrès de l'I.C., fin 1922, consécutivement à la crise de la S.F.I.O. et la lutte contre l'indivisionisme, l'arrivisme, le journalisme petit-bourgeois au sein du Parti.

« Décide que la publication du journal « La Commune » engageant la responsabilité du Parti Communiste Internationaliste doit elle être l'organe central, les articles ne seront pas signés. »

NOTE DE LA REDACTION L'abondance de copie nous empêche de faire paraître de nombreuses correspondances, entre autres :

Chemins J.S. des Bouches-du-Rhône Lettres du village... Nous reprendrons la semaine prochaine notre enquête.

« L'U.R.S.S. est-elle un Etat prolétarien ? » avec un nombre deux réponses, celle d'un lycéen révolutionnaire et celle du camarade A. Lafont.

Cours Lénine Le cinquième cours d'histoire du mouvement ouvrier mondial, qui traitera de :

LA TROISIEME INTERNATIONALE aura lieu le lundi 13 décembre, à 20 h. 30, au 66, rue du Faubourg-St-Martin.

Vient de paraître, diffusez FALLAIT-IL PRENDRE LES USINES ? La grève générale du Juin 1936

Une brochure de 48 pages par P. FRANK

Prix : UN FRANC Adressez vos commandes à LA COMMUNE 66, Faubourg Saint-Martin

la doctrine et l'histoire

La « Gauche Révolutionnaire »

ou des cadavres dans un parti mort

Le parti socialiste dans une voie révolutionnaire.

Sur les problèmes internationaux, sur la question de la guerre, la prudence est plus que de mise. La Gauche a participé à la Conférence de Bruxelles, on y consacre une trentaine de lignes, trois fois moins que pour la chronique théâtrale. La question de la guerre est escamotée dans l'article leader de Pivert par la formule « Révolution d'abord ». Le problème espagnol est relégué à un « tribune libre ». Tandis que, dans un article, on propose la révision des traités (par le reniement de la carte coloniale) et le désarmement comme moyens de reculer la guerre; Collinet, dans la colonne voisine, polémiquait doucement avec Marcéau Pivert, sans le nommer d'ailleurs.

Pour Pivert, la classe ouvrière n'a, en France, pas à s'occuper du gouvernement, elle doit mener son action elle-même. A vrai dire, son exemple personnel est assez difficile à suivre par la classe ouvrière : elle ne peut se dédoubler et ignorer dans les meetings ce qui se passe à la présidence du Conseil. Elle a été habillée de faire pression sur les gouvernements bourgeois; le gouvernement de Front populaire entre dans cette catégorie : il importe de faire pres-

sur lui plus que sur tout autre. Cela n'exclut pas la lutte pour le pouvoir des ouvriers et des paysans, mais doit y être subordonné.

Mais comment toute la gauche pourrait-elle avoir une position claire sur cette question du pouvoir? Si quelques-uns de ses membres grincèrent un peu des dents pour la présence de Pivert dans le cabinet de Blum, tous acceptent la participation du P. O. U. M. en Espagne.

Il en résulte que sur la question de la guerre d'Espagne aucune position claire n'est présentée. Pivert est prudemment silencieux. Par contre, Collinet explique que la victoire sur Franco donnerait une impulsion à la lutte pour le socialisme dans le monde. Mais il oublie d'examiner qui et quel pourrait vaincre Franco?

Est-ce le gouvernement démocratique bourgeois de Caballero, soutenu par le gouvernement soviétique, ou est-ce seulement le prolétariat d'Espagne? Le gouvernement bourgeois derrière lequel il y a le gouvernement soviétique? Mais sur ce plan, avec le temps, Franco étant soutenu par l'Allemagne et l'Italie, c'est la lutte pour faire de l'Espagne une colonie; les autres impérialistes s'y mêleront bien plus et la bagarre générale s'en suivra. Ce n'est pas cela la pousse du socialisme dans le monde.

Pour vaincre Franco, il faut qu'en Espagne triomphent les Soviets. La situation n'est pas tellement nouvelle. En 1917, après la Révolution de février, le gouvernement provisoire soutenu par le Comité exécutif des Soviets se prononçait contre les annexions; et de ce fait grandes étaient les tendances à continuer la guerre pour défendre la révolution. Les « défenseurs révolutionnaires » s'opposaient. Lénine faisait la distinction entre les masses qui voulaient sincèrement défendre la révolution,

LES LIVRES

LA PLUS BELLE REVOLUTION DE L'HISTOIRE

« Au secours de l'Espagne socialiste »

Dans un style harmonieux, Jean Prader (ancien député socialiste) s'étonne de l'attitude étrange du « camarade Blum » qui a eu tort au point de vue prolétarien, mais qui n'a point eu raison non plus quant aux intérêts réels de l'impérialisme français. Franco vainqueur, ce sont les impérialismes hilérites et musclés qui ont le bon droit. L'hégémonie des impérialismes français et anglais. Prader constate, par contre, que le P.C., plus réaliste, défend mieux, et sans la moindre ambiguïté, les intérêts de l'Etat bourgeois français.

Ces constatations étonnent Prader qui se lamente et implore à la honte des camarades du P.S. Ce qui pourrait étonner, c'est cette attitude de Prader qui reprocha jadis aux bolchévistes-léninistes de n'avoir pas été assez tôt pour une nouvelle internationale.

Prader parle de « la plus belle révolution de l'histoire ». La plus belle? Après six mois de luttes héroïques, le prolétariat n'a pas encore conquis le pouvoir, ses organisations le mettent à la remorque de la bourgeoisie.

Pour terminer, Prader s'adresse, en termes pathétiques, au parti socialiste. Ce n'est pas un parti social-démocrate de gauche, après avoir pendant 63 pages accusé Blum de servilité envers la légalité bourgeoise, Prader ne s'en sent pas moins incapable de rompre avec la légalité S.F.I.O. qui n'est qu'un morceau de cette légalité bourgeoise.

NOTRE LIBRAIRIE

Nous rappelons à nos camarades que nous sommes à même de leur fournir tous les livres ou brochures qui les intéressent. Nous insistons encore pour que les camarades s'approvisionnent à notre service de librairie. Par ce moyen ils aident notre organisation en fournissant notre moyen de propagation. Nous nous tenons à la disposition des camarades à tout local, au 66, Faubourg Saint-Martin, tous les jours de 17 heures à 20 heures. En ce qui concerne nos commandes de province, nous sommes à même d'exécuter toute commande dans les vingt-quatre heures. La commande doit être accompagnée du montant majoré de 10 % pour frais d'expédition.

A. ROSMER Le mouvement ouvrier pendant la guerre ..... 46

LEON TROTSKY Cours nouveaux ..... 2 Défense de l'extrême gauche ..... 7 50

VICTOR SERGE L'an I de la Révolution russe ..... 20 Ville en danger, Petrograd, an II ..... 1 Vie des révolutionnaires ..... 18

Le Livre Rouge sur le Procès de Moscou ..... 4

ERRATUM Dans la biographie du camarade Etcheberry, partie dans le numéro précédent, nous avons omis par inadvertance d'indiquer que ce camarade était membre du groupe « Que faire ? »

tour découvrir la liaison indissoluble avec la guerre impérialiste, leur prouver que terminer la guerre par une paix vraiment démocratique et non imposée est impossible sans renverser le capital.

Organiser la plus large propagande de cette opinion dans les armées. La fraternisation.

3) Aucun soutien du gouvernement provisoire; découvrir le mensonge de toutes ses promesses, surtout quant à la renonciation aux annexions. Le démasquer au lieu de s'exiger, chose inadmissible et scandaleuse l'illusion que ce gouvernement, le gouvernement des capitalistes, cesse d'être impérialiste.

Pour l'Espagne démocratique de Caballero, deux exemples sont à eux seuls probants, si les déclarations de Caballero lui-même ne suffisent pas : le Parlement bourgeois est maintenu, la démocratie n'est même pas formellement la liberté au Maroc, pourtant entre les mains de Franco.

La tâche des révolutionnaires est d'expliquer patiemment aux partisans du problème de la gauche révolutionnaire, comme aux ouvriers héroïques qui luttent à Madrid et dans toute l'Espagne : pour défendre la révolution, il faut la faire triompher. Quant aux dirigeants de la gauche révolutionnaire, ils sont des cadavres dans un parti mort.

P. S. — Dans le prochain numéro, nous examinerons la seule question politique soulevée dans l'article de la Lutte ouvrière : le mot d'ordre du gouvernement Blum-Jouhaux-Thorez. Soulignons cependant dès maintenant que, depuis des semaines, la Lutte ouvrière ne prend pas position sur le problème de la guerre impérialiste commencée en Espagne et est également muette sur la Conférence de Bruxelles. La tradition bolchévique-léniniste, ce n'est pas pour nous retourner des pouables, mais avoir des positions claires et débarrasser les équivoques.

d'autres s'en engraisent

Basil Zaharoff C'est un Levantin, sujet ou protégé grec, né en Turquie, polyglotte, très beau garçon et machant user de cet avantage.

Il commença par avoir des démêlés avec la justice, car il avait pris dans la caisse de son oncle la part qu'il estimait lui être due pour sa coopération (il était garçon de café). Avec cette somme, il partira en Angleterre et se fera arrêter, mais il sera acquitté.

Il revient alors à Athènes et se lie avec Skouloudis dont la fortune politique l'avantage. Il retourne à Londres, prend langue avec la maison d'armement Nordenfeldt et revient dans les Balkans. Là, il représente cette firme anglaise et fournit des armes aux Etats balkaniques.

Nordenfeldt est satisfait des affaires qu'il fait et, en 1877, le nomme agent général pour les Balkans.

Il vend au Monténégro, à la Serbie, à la Bulgarie, un sous-marin à la Grèce, deux à la Turquie et toutes ces nations se mettent à se servir de navires qui leur sont fournis avec une remarquable impartialité par Zaharoff.

Devant la prospérité de la maison Nordenfeldt, il devient l'associé de son patron, puis conclut une association avec la firme Maxim qui a une spécialité de mitrailleuses, et fait adopter la mitrailleuse Maxim dans l'armée anglaise, en 1889. La richesse lui sourit.

Nordenfeldt, alors, se retire et Zaharoff restant avec Maxim, fournit la guerre hispano-américaine.

Les armées américaines étant pourvues de mitrailleuses Maxim, il retourne à l'étranger en se faisant adopter par l'Espagne.

Puis c'est la Russie et le Transvaal, mais comme l'Angleterre ne réserve pas ses grosses commandes à la Victéria, il fournit les Boers.

Et, à la fin de la guerre, il fusionnera les firmes Vickers et Maxim qui prendront un caractère presque officiel.

A ce moment, il vient en France, bien reçu, sachant à propos favoriser la presse de ses largesses. Il sera, en 1905, fait chevalier de la Légion d'honneur.

En 1910, il lance avec d'autres le journal Excelsior et devient administrateur de la société.

En 1911, il crée la société des torpilles White Head en Angleterre et une filiale en France, où l'on trouve dans le conseil d'administration :

La Victéria, l'Armstrong (maison où la maison royale anglaise avait des fonderies);

Elle Mme von Bismarck, nièce du chancelier;

Il y avait encore quelques Français, dont un amiral (Aubert) qui, propriétaire de deux actions, fut nommé président.

Cette société, dont les chantiers étaient à Saint-Tropez, passe en 1925 aux Acieries de Firminy.

En 1913, Zaharoff met la haute main sur l'Armstrong, de façon de n'avoir plus de concurrence en Angleterre.

En 1914, voici le tableau de ses affaires : Affaires anglaises. — Société d'armements Vickers (près d'un milliard de capital); Société d'armement Armstrong (plus d'un milliard et demi de capital); Société d'armement Beardmore (plus de cinq cents millions d'intérêts). Affaires françaises. — Société White Head (avec la princesse de Bismarck); Société Le Nickel (avec les Rothschild). Affaires russes. — Affaire Reval, affaire Tzarine, etc. (affaire Krupp et Ludwig Loewe).

L'insurrection de Lyon

Novembre 1831 « Vivre en travaillant ou mourir en combattant »

PRES la Révolution de 1830, on assiste en France à une série d'événements (révoltes, manifestations et même insurrections) qui marquent les premières étapes de l'histoire — aujourd'hui lointaine — des luttes spécifiques de la classe ouvrière.

Parmi eux, les soulèvements de Lyon revêtent une ampleur qui les font connaître au delà des limites de la France.

Organisation de la Fabrique Constituant la classe des exploités, les fabricants à la fois industriels et négociants sont environ 750 à Lyon. Ils forment au maître ou chef d'atelier la matière première et le dessin de l'effort. Le tissage s'effectue sur les métiers du chef d'atelier par les compagnons, dont le salaire équivaut à la moitié du prix de la façon confectionnée par le fabricant. Les chefs d'atelier possèdent de deux à six métiers, dont l'achat, l'entretien et le montage sont à leur charge.

Succédant à une période de prospérité, la fin de 1830 est marquée par une crise de l'industrie lyonnaise. La concurrence étrangère accrue, le grand nombre de fabricants à petits capitaux qui déterminent la concurrence intérieure, ont provoqué une baisse de salaires d'un tiers et même de la moitié.

Dégénérescence physique due au métier, habitations misérables, salaires insuffisamment bas, telle est la situation des 40.000 ouvriers de la soie qui vivent à Lyon. Ces ouvriers sont influencés par la propagande saint-simonienne effectuée par la société républicaine des « Amis du Peuple ». Quelques-uns sont groupés dans de petites sectes à caractère compagnonnique. Les chefs d'ateliers ont fondé une société mutualiste, à laquelle les compagnons n'ont pas le droit d'adhérer.

Les événements

En janvier 1831, 800 ouvriers lyonnais décident de se porter sur la ville pour demander du travail. Ils veulent attaquer les fabricants, ils crient : « Du travail ou du pain ». Des affiches dénoncent à l'insurrection armée sont apposées. Les ouvriers exigent que leur soit accordé un tarif pour prévenir la diminution ininterrompue des salaires. En octobre, en même temps qu'a lieu une entrevue entre délégués ouvriers et patrons, les ouvriers manifestent patiemment, en ville. Les fabricants accordent le tarif, mais ils arrêtent immédiatement le travail. La population, en conséquence, se décide à la lutte. Les ouvriers n'ont pas de plan d'insurrection.

Le 21 novembre, les barricades se dressent à la Croix-Rousses quartier situé sur les hauteurs, à l'Ouest de Lyon, et entièrement peuplé d'ouvriers de la soie. Le débâchage systématique des ouvriers s'effectue, des métiers sont brisés, des étoffes incérées.

Le préfet tente d'entrer en pourparlers avec les insurgés; il est fait prisonnier. Une lutte sanglante s'engage entre dragons et ouvriers, à l'appel adressé par les autorités, deux mille gardes nationaux seulement (sur quinze mille) ont répondu. A la Grand' Côte, ils aident les insurgés. L'ordre et le calme de grande sont incantés. Une colonne d'enfants et de femmes occupent la caserne du Bon-Pasteur.

L'insurrection s'étend sur les Brotteaux (à l'Est), la Guillotière (au Sud) et à Saint-Just (à l'Ouest). Un bataillon du 13<sup>e</sup> de ligne échoue à la côte des Carmélites. Allant de succès en succès, les ouvriers accroissent leurs armements. La garde nationale se rallie sur les Terraux. Les ouvriers s'emparent de l'arsenal d'Amal, des faubourgs, puis de la ville entière, seul le quartier où se trouve la poudrière est occupé par les troupes de ligne.

Le 23 novembre, le général doit abandonner la ville avec ses troupes. Le 24, les insurgés ont repris les usines qui ont occupé l'Hôtel de Ville aux premières heures. Lyon est au pouvoir des ouvriers!

Pendant le combat, les chefs d'ateliers ont été débordés par le prolétariat.

Les ouvriers nourrissent encore des illusions sur la royauté bourgeoise; ils se verront désemparer une proclamation de gouvernement provisoire signée par quelques-uns d'entre eux et assurer de leur loyauté le gouvernement de Paris.

Le 3 décembre 1831, le duc d'Orléans et Soult rentrent à Lyon sans rencontrer de résistance.

Conclusions Les facteurs déterminants de la victoire des insurgés ont été la généralisation du mouvement dans toutes les corporations et la fraternisation de la Garde nationale dans sa presque totalité.

Pendant, ce mouvement d'une si grande ampleur n'a pas permis aux prolétaires lyonnais d'obtenir ce qu'ils voulaient. Le tarif, objet initial de la revendication, ne fut pas obtenu. Seul, le Conseil des Prud'hommes fut remanié avec quelque avantage pour les ouvriers.

Mais les événements de novembre 1831 ont fait toucher aux ouvriers lyonnais la réalité sanglante de la lutte des classes.

Pour la première fois dans le monde, on entendit parler de « l'expropriation des expropriateurs ».

L'insurrection de novembre n'a rien résolu dans la situation du prolétariat lyonnais. C'est pourquoi moins de trois ans plus tard, les canuts retournèrent aux barricades. C'était l'insurrection d'avril 1834, que nous étudierons la semaine prochaine.

Les facteurs déterminants de la victoire des insurgés ont été la généralisation du mouvement dans toutes les corporations et la fraternisation de la Garde nationale dans sa presque totalité.

Pendant, ce mouvement d'une si grande ampleur n'a pas permis aux prolétaires lyonnais d'obtenir ce qu'ils voulaient. Le tarif, objet initial de la revendication, ne fut pas obtenu. Seul, le Conseil des Prud'hommes fut remanié avec quelque avantage pour les ouvriers.

Mais les événements de novembre 1831 ont fait toucher aux ouvriers lyonnais la réalité sanglante de la lutte des classes.

Pour la première fois dans le monde, on entendit parler de « l'expropriation des expropriateurs ».

L'insurrection de novembre n'a rien résolu dans la situation du prolétariat lyonnais. C'est pourquoi moins de trois ans plus tard, les canuts retournèrent aux barricades. C'était l'insurrection d'avril 1834, que nous étudierons la semaine prochaine.

Les facteurs déterminants de la victoire des insurgés ont été la généralisation du mouvement dans toutes les corporations et la fraternisation de la Garde nationale dans sa presque totalité.

Pendant, ce mouvement d'une si grande ampleur n'a pas permis aux prolétaires lyonnais d'obtenir ce qu'ils voulaient. Le tarif, objet initial de la revendication, ne fut pas obtenu. Seul, le Conseil des Prud'hommes fut remanié avec quelque avantage pour les ouvriers.

Mais les événements de novembre 1831 ont fait toucher aux ouvriers lyonnais la réalité sanglante de la lutte des classes.

